



DU 29 NOVEMBRE AU 5 DÉCEMBRE

ENSEMBLE **pour la défense de l'hôpital public**

AU CŒUR DE NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ

Des luttes porteuses d'exigences nouvelles

Devant l'importance et la diversité des mobilisations pour la défense de l'Hôpital public, dans toutes les régions, les communistes ont souhaité que soit créé du 29 novembre au 5 décembre, dans tout le pays, les conditions d'un large front de lutte face aux ARS de Bachelot et Sarkozy.

Des luttes, qui font rarement la une des médias, mais qui sont néanmoins porteuses d'exigences nouvelles et de perspectives, depuis l'entrée en résistance des personnels, des usagers, des élus, avec les populations face à la loi *Hôpital, patient, santé et territoires* (HPST).

Avec leurs syndicats, les salariés dans leur diversité ont engagé des luttes frontales pour l'emploi, la formation, les salaires, la retraite, partout, dans tous les services, les urgences, les blocs, les services de pointe comme la cancérologie ou les maternités, les services de gériatrie, de psychiatrie... L'enjeu est bien la capacité à conserver notre qualité de soins et à accueillir, soigner dans la sécurité, qui va de pair avec les besoins des personnels d'avoir de meilleures conditions de travail et de bien gérer leur temps de soignant dans la sérénité et la sécurité des patients.



Une opposition vitale à la loi HPST

Depuis la mise en œuvre à marche forcée de la loi Bachelot (HPST), le monde hospitalier public affronte chacune des facettes de la casse du service public :

- L'hyper concentration hospitalière qui s'accélère avec la mise en place des Communautés hospitalières : la restructuration des territoires de santé comme celle de la permanence des soins témoignent de cet objectif de réduire l'offre de soins publique au profit des grands groupes de santé privés.
- La fin de la démocratie sanitaire par les nouveaux pouvoirs absolus des directeurs généraux des *Agences régionales de Santé* (ARS), agents zélés des déstructurations engagées, comme en Ile de France, avec un autoritarisme sans précédent.
- L'accélération de l'asphyxie financière des hôpitaux publics par la généralisation de la *Tarifcation à l'activité* (T2A), visant la privatisation des profits et la socialisation des charges. La décision de la majorité parlementaire de maintenir, en 2011, des enveloppes budgétaires en deçà de la réalité des besoins marque leur volonté d'imposer plus de suppressions d'emplois, de fermetures de services et/ou d'établissements, allant jusqu'à la remise en cause des statuts de l'hôpital public !!

des luttes **comme...**

- Celles des infirmier-e-s anesthésistes qui manifestent depuis plus de 7 mois pour la reconnaissance de leur qualification, de la pénibilité au travail, et la sécurité des soins
- Celles des salariés de l'AP-HP, contre la casse du premier hôpital public de France... (comme à Tenon- Paris 20 ou à Antoine Béclère-92)
- Ceux de province, tel que l'hôpital psychiatrique de Marchant/Toulouse ou celui de l'hôpital de Decazeville, en grève depuis plusieurs semaines



NON ! L'hôpital public n'est pas une entreprise comme une autre ! NON ! La santé n'est pas une marchandise !

les Assises régionales de la Santé

de véritables lieux
d'élaboration collective et
démocratique pour faire
avancer dans la vie
vos propositions pour :

- maintenir et développer l'offre de soins publique dans la proximité et l'excellence
- concevoir une autre organisation des soins privilégiant la coopération entre tous les acteurs de santé, prenant appui sur les besoins
- en finir avec la T2A et les déficits organisés
- pour exiger des moyens suffisants et pérennes pour toutes les structures hospitalières publiques
- restaurer le principe de démocratie participative à l'hôpital, des instances de représentation du personnel, les CME et le CA avec des pouvoirs réels, mais aussi au niveau des régions

L'objectif premier du gouvernement est de répondre aux exigences du MEDEF dans le cadre de la *Réforme générale des politiques publiques* (RGPP) de moins de dépenses publiques pour plus de parts de marché pour les profits financiers dans le secteur de la santé : l'appétit du capital pour récupérer un marché en croissance, compte tenu de l'évolution des besoins de santé, est à la hauteur du poids des dépenses hospitalières dans les dépenses publiques. En 2008, celles-ci pesaient pour 75,2 milliards d'euros, soit 3,6% du PIB.

Rien sans des luttes fortes et convergentes pour des solutions alternatives

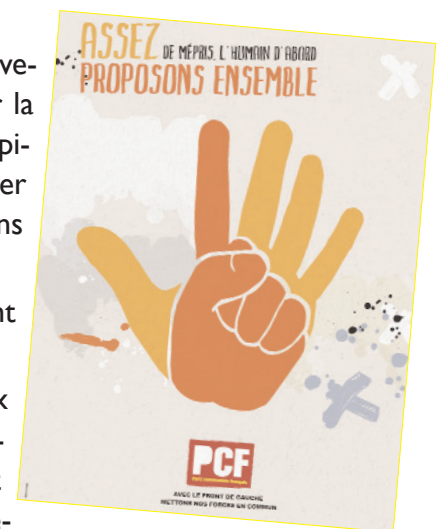
Comités de soutiens, sondages, enquêtes d'opinion réitérés auprès de la population attestent de l'attachement populaire et majoritaire à l'hôpital public, réaffirmé malgré la dégradation des conditions d'accueil et de prise en charge comme l'IVG... MAIS les enjeux imposent un autre niveau de riposte pour faire valoir d'autres voies alternatives.

Une lutte de vitesse est engagée entre le mouvement social, qui sort renforcé de la bataille pour la retraite à 60 ans à taux plein, et les tenants du capital financier qui viennent encore de faire adopter une loi Sécurité sociale tournant le dos aux besoins de financement de santé !

La conscience qu'il est possible de faire autrement grandit dans notre pays.

Le PCF, ses organisations et ses militants sont aux côtés des hospitaliers, avec les usagers et la population et vont valoir d'autres choix. L'engagement de toutes les catégories professionnelles, de l'aide-soignante, des ASH et brancardiers, aux chefs de services, en passant par les infirmiers anesthésistes diplômés d'État, sont des atouts formidables pour structurer des lieux de paroles, d'échange, de confrontation et de propositions dans les hôpitaux, les cantons, les villes, les départements, pour la défense de l'hôpital public.

C'est le sens que le PCF veut donner à l'organisation, partout en France, d'**Assises régionales de la Santé**, pour redonner à la population son autorité sanitaire, avec l'apport des syndicats, des associations d'usagers et des élus de gauche.



Les luttes portent déjà cet ensemble de propositions, confrontées à la réalité de tous les jours dans les services.

Mettons-les en commun pour construire un projet d'avenir pour l'hôpital public d'aujourd'hui et de demain !

PRENONS CONTACT

- je souhaite recevoir mensuellement **Glogule rouge info**
- je souhaite être informé de l'activité de la commission **Santé/protection sociale** du PCF
- je souhaite adhérer au PCF

renvoyer à : santé@pcf.fr ou PCF 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19